

Voir aussi :
Compte rendu intégral : 12 et 13 juin 2013.

Zie ook :
Integraal verslag: 12 en 13 juni 2013.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[2013/03235]

17 JUILLET 2013. — Arrêté royal fixant la date et les modalités de remboursement des emprunts perpétuels de l'Etat belge

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire, titre I^{er}, chapitre I^{er};

Vu la loi du 17 juin 2013 portant des dispositions fiscales et financières et des dispositions relatives au développement durable, article 129, alinéa 2;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 31 mai 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 juillet 2013;

Sur la proposition du Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les emprunts perpétuels de l'Etat belge visés à l'article 129, alinéa 1^{er}, de la loi du 17 juin 2013 portant des dispositions fiscales et financières et des dispositions relatives au développement durable sont remboursés le 1^{er} août 2013.

Art. 2. Un communiqué de presse avec les dates de remboursement des emprunts est diffusé, le premier jour ouvrable après la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*. Ce communiqué est aussi publié sur le site web de l'Agence de la dette.

Art. 3. Le remboursement se fera avec bonification des intérêts courus jusqu'à la date visée à l'article 1^{er}, lesquels seront calculés conformément à l'article 13 de l'arrêté royal du 14 juin 2005 relatif au marché des rentes.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Le ministre qui a les Finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 juillet 2013.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
K. GEENS

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[2013/03235]

17 JULI 2013. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de datum en de terugbetalingsmodaliteiten van de eeuwigdurende leningen van de Belgische Staat

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetair beleidsinstrumentarium, titel I, hoofdstuk I;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 houdende fiscale en financiële bepalingen en bepalingen betreffende de duurzame ontwikkeling, artikel 129, tweede lid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 31 mei 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 11 juli 2013;

Op de voordracht van de Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De eeuwigdurende leningen van de Belgische Staat bedoeld in artikel 129, eerste lid, van de wet van 17 juni 2013 houdende fiscale en financiële bepalingen en bepalingen betreffende de duurzame ontwikkeling worden terugbetaald op 1 augustus 2013.

Art. 2. De eerste werkdag na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt er een persbericht met de terugbetalingsdata van de leningen verspreid. Dit bericht wordt tevens bekendgemaakt op de webstek van het Agentschap van de schuld.

Art. 3. De terugbetaling gebeurt met vergoeding van de verlopen intresten tot op de datum bedoeld in artikel 1, die berekend worden overeenkomstig artikel 13 van het koninklijk besluit van 14 juni 2005 betreffende de rentemarkt.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5. De minister die bevoegd is voor Financiën, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 juli 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
K. GEENS

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2013/11361]

9 JUILLET 2013. — Arrêté royal relatif aux messages d'alertes visant à maîtriser les coûts des services de communications électroniques

RAPPORT AU ROI

Sire,

La popularité des services mobiles font que les consommateurs, dans leur enthousiasme, perdent souvent de vue les coûts qu'ils engendrent et se retrouvent alors confrontés à des factures inopinément élevées.

Le législateur européen reconnaît ce problème et a notamment stipulé dans le Règlement n° 531/2012 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2012 concernant l'itinérance sur les réseaux publics de communications mobiles à l'intérieur de l'Union européenne (ci-après « le Règlement ») que les utilisateurs devaient recevoir de leurs opérateurs une notification lorsqu'un plafond déterminé est près d'être dépassé.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2013/11361]

9 JULI 2013. — Koninklijk besluit inzake waarschuwingsberichten om de kosten van elektronische-communicatiediensten te beheersen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De populariteit van mobiele diensten leidt er vaak toe dat consumenten in hun enthousiasme de kosten uit het oog verliezen en zich dan geconfronteerd zien met onverwacht hoge facturen.

De Europese wetgever erkent dit probleem en heeft in de Verordening nr. 531/2012 van het Europees Parlement en de Raad van 13 juni 2012 betreffende roaming op openbare mobiele-communicatienetwerken binnen de Unie (hierna genoemd « de Verordening ») onder meer bepaald dat gebruikers van hun operatoren een waarschuwing ontvangen wanneer hun verbruik een bepaalde bovengrens dreigt te overstijgen.

Plusieurs mécanismes du Règlement, parmi lesquels le « mécanisme de sauvegarde », ont pour but d' « éviter le problème des factures exorbitantes, [...], et fournir aux clients en itinérance les moyens nécessaires pour contrôler et maîtriser leurs dépenses en services de données en itinérance » (considérant 84).

Cette réglementation européenne est extrêmement utile pour éviter un « bill shock » suite à des factures exorbitantes pour la téléphonie et l'Internet mobiles à l'étranger. Le champ d'application de celle-ci est toutefois limité, en vertu de l'art. 2.2, f), à l'itinérance sur les réseaux dans un Etat membre « autre que celui dans lequel est situé le réseau du fournisseur national, du fait d'accords passés entre l'opérateur du réseau d'origine et l'opérateur du réseau visité. » C'est la raison pour laquelle le Règlement n'est pas d'application en Belgique aux abonnés d'opérateurs belges utilisant des réseaux mobiles en Belgique.

« Il est difficile de comprendre pourquoi une protection des consommateurs allant au-delà de la simple téléphonie publique et qui est gratuite, serait prévue dans le cadre des communications internationales, et ne le serait pas dans le cadre de communications nationales » (loi du 10 juillet 2012 portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques, Exposé des motifs, Parl. Doc., 53 2143/001 p. 68).

Pour ces motifs, la loi du 10 juillet 2012 portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques a stipulé à l'article 112 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après « LCE »), que le Roi fixe, après avis de l'IBPT, les mécanismes offerts par les opérateurs pour contrôler les coûts des services téléphoniques accessibles au public, y compris les alertes gratuites envoyées aux consommateurs en cas de schémas de consommation anormaux ou excessifs.

Le présent arrêté porte exécution de cet article 112 de la LCE.

L'avis 53.101/4 du Conseil d'Etat du 17 avril 2013 a été intégralement suivi.

Commentaire article par article

Article 1^{er}. Dans la définition du plafond, il est renvoyé au plafond fixé par l'IBPT conformément à l'article 112.

En l'absence d'un forfait mensuel, ces plafonds financiers fixés par l'IBPT s'appliquent à la facture totale.

Il convient de remarquer que le système de plafond de même que le système d'alerte fixés dans le présent arrêté se rapportent uniquement aux services qui sont visés dans la décision de l'IBPT, à savoir la téléphonie mobile postpaid et l'Internet mobile. La raison en est que les profils de consommation anormaux et excessifs se produisent essentiellement au niveau de ces services. Le présent arrêté ne se rapporte pas aux services prépayés: pour ces services, le client maîtrise en effet toujours sa consommation.

Comme le Règlement le fait à l'art. 15.4 pour l'itinérance internationale, les services « Machine to Machine » sont également exclus de l'application du présent arrêté.

Art. 2. Les messages d'alerte sont en principe envoyé par SMS. Seulement si les clients en question ne sont pas en mesure de recevoir de SMS en cas de data mobiles par voie de tablette ou de clé USB (dongle), les opérateurs envoient à ces clients un e-mail avec le même message d'alerte. Les opérateurs sont en outre libres d'utiliser d'autres modes d'envoi comme des pop-ups ou des e-mails à des clients auxquels un SMS a déjà été envoyé.

Les opérateurs peuvent eux-mêmes décider de la formulation du message d'alerte. De toute façon, grâce au messages d'alerte, le client doit pouvoir procéder à une estimation des conséquences financières s'il choisit de poursuivre sa consommation.

Les opérateurs peuvent également signaler à leurs clients quels sont les services à l'origine du dépassement du plafond. Les opérateurs peuvent renvoyer à cet égard aux services visés dans la Décision de l'IBPT. Lorsque les opérateurs offrent cette précision à leurs clients, cela doit se faire de manière professionnelle, objective et sans ajout de publicité ou de réclame.

Art. 3. Le présent article détermine quelles informations les opérateurs doivent fournir au client au moment où ce dernier opte pour un plafond ou souscrit à une offre sans plafond.

Art. 4. Les opérateurs préviennent le client le plus rapidement possible lorsqu'ils constatent que le plafond a été dépassé.

Art. 5. Certaines formules tarifaires relient un numéro de client à plusieurs cartes et/ou plusieurs terminaux.

Verschillende mechanismen van de Verordening, waaronder « preventieve mechanisme », beogen « het probleem van astronomisch hoge rekeningen, (...) uit de weg te ruimen en roamende klanten de instrumenten te verschaffen die zij nodig hebben om hun uitgaven voor dataroamingdiensten te bewaken en te beheersen » (overweging 84).

Deze Europese reglementering is uitermate nuttig om een « bill shock » ten gevolge van astronomisch hoge rekeningen door mobiel telefoneren of internetten in het buitenland te vermijden. Het toepassingsgebied ervan is, krachtens art. 2.2, f), evenwel beperkt tot roaming op netwerken in andere lidstaten van de Europese Unie dan « die waar zich het netwerk van de binnenlandse aanbieder bevindt door middel van regelingen tussen de exploitant van het thuisnetwerk en de exploitant van het bezochte netwerk ». Daarom is de Verordening niet van toepassing in België op de abonnees van Belgische operatoren die in België gebruik maken van mobiele netwerken.

« Welnu, het valt moeilijk in te zien waarom in het kader van internationale communicaties wel voorzien wordt in een bescherming van de consumenten die verder gaat dan louter openbare telefonie en die kosteloos is, en waarom dat niet zou gelden t.a.v. nationale communicaties » (wet van 10 juli 2012 houdende diverse bepalingen inzake elektronische communicatie, Memorie van toelichting, Parl. Doc., 53 2143/001 p. 68).

Om die redenen heeft de wet van 10 juli 2012 houdende diverse bepalingen inzake elektronische communicatie in artikel 112 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (hierna genoemd « de WEC »), bepaald dat de Koning, na advies van het BIPT, de faciliteiten kan vaststellen die de operatoren moeten aanbieden om de kosten van elektronische-communicatiediensten te beheersen, waaronder kostenloze waarschuwingen aan de consumenten in geval van abnormale of excessieve consumptiepatronen.

Onderhavig besluit geeft uitvoering aan dit artikel 112 van de WEC.

Advies 53.101/4 van de Raad van State van 17 april 2013 werd integraal gevolgd.

Artikelgewijze bespreking

Artikel 1. In de definitie van bovengrens wordt verwezen naar de bovengrens die overeenkomstig artikel 112 wordt vastgesteld door het BIPT.

Bij gebrek aan een maandelijks forfait, gelden deze door het BIPT vastgestelde financiële bovengrenzen voor de ganse factuur.

Opgemerkt moet worden dat plafonnering evenals het waarschuwingssysteem dat in onderhavig besluit wordt vastgelegd, alleen betrekking hebben op de diensten die in het besluit van het BIPT zijn vastgesteld, namelijk postpaid mobiele telefonie en mobiel internet. De reden hiervoor is dat abnormale en excessieve consumptiepatronen zich vooral met deze diensten voordoen. Onderhavig besluit heeft geen betrekking op prepaid diensten: bij deze diensten behoudt de klant immers steeds de controle over zijn verbruik.

Zoals de Verordening het in art. 15.4 voor internationale roaming doet, worden « Machine-to-machine-diensten » eveneens van de toepassing van dit besluit uitgesloten.

Art. 2. De waarschuwingsberichten worden in principe verzonden per sms. Alleen wanneer de betreffende klanten geen sms kunnen ontvangen bij mobiele data via een tablet of USB-stick (dongle), sturen de operatoren aan deze klanten een e-mail met dezelfde waarschuwing. Daarnaast staat het de operatoren vrij om ook andere manieren van verzenden te gebruiken zoals pop-ups of e-mails aan klanten aan wie reeds een sms werd verstuurd.

De operatoren kunnen zelf beslissen over de bewoordingen van het waarschuwingsbericht. Door de waarschuwingsberichten moet de klant in ieder geval kunnen inschatten wat de financiële gevolgen zijn indien hij kiest om verder te blijven consumeren.

De operatoren mogen aan hun klanten ook melden welke diensten de overschrijding van de bovengrens hebben veroorzaakt. Daarbij kunnen de operatoren verwijzen naar de diensten vermeld in het Besluit van het BIPT. Wanneer operatoren hun klanten deze verduidelijking bieden moet dit op louter zakelijke en objectieve wijze gebeuren en moet publiciteit en reclame geweerd worden.

Art. 3. Dit artikel bepaalt welke informatie de operator aan de klant moet geven op het ogenblik dat de klant een bovengrens kiest of intekent op een aanbod zonder bovengrens.

Art. 4. De operatoren waarschuwen de klant zo snel mogelijk vanaf het ogenblik dat zij merken dat de bovengrens overschreden is.

Art. 5. Sommige tariefformules verbinden één klantnummer aan verscheidene kaarten en/of verscheidene eindtoestellen.

Selon les circonstances, il est indiqué d'informer la personne responsable du paiement de la facture et/ou la personne qui utilise le terminal et qui est donc responsable du dépassement du plafond.

Envoyer uniquement un message d'alerte au numéro auquel se rapporte le dépassement entraînerait que seule la personne qui est responsable de la consommation serait informée du dépassement et non la personne qui doit payer la facture. Dans ce cas, il est évidemment impossible d'éviter un « bill shock ». Inversement, prévenir la personne qui doit payer la facture sans envoyer de message d'alerte au numéro concerné pourrait poser problème: l'on peut en effet imaginer que le consommateur dispose d'une bonne raison de dépasser le plafond.

Les opérateurs choisissent à qui ils transmettent le message d'alerte. Dans le cadre de ce choix, ils tiennent compte de l'objectif du présent arrêté, à savoir que les clients concernés puissent maîtriser leurs coûts.

Art. 6. Chaque client a le droit de demander à l'opérateur de ne plus envoyer d'alertes et de demander ensuite à son opérateur de réactiver gratuitement ce service. Chaque client a en outre le droit de modifier gratuitement le plafond. Les opérateurs répondent immédiatement à ces demandes. Il ne leur est pas permis d'y assortir des restrictions ou des restrictions.

Les opérateurs sont obligés de répondre au moins une fois par période de facturation aux demandes de cessation, de réactivation et de modification du plafond. Ils sont libres de le faire plus souvent.

Le choix de la méthode de travail pour la mise en œuvre des systèmes d'activation, de désactivation et de modification du plafond est laissé à l'appréciation des opérateurs pour autant que cette méthode de travail soit conforme aux exigences précitées et soit clairement compréhensible pour le client.

Art. 7. Après la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*, les opérateurs disposent d'un délai de plus ou moins 6 mois pour mettre leurs systèmes en conformité avec les exigences du présent arrêté. Cela doit suffire d'autant plus que les opérateurs avaient été impliqués bien avant la publication du présent arrêté dans la décision de l'IBPT concernant la détermination du plafond et qu'ils savaient dès lors déjà également qu'il fallait organiser rapidement l'exécution de l'article 112 de la LCE.

Telles sont, Sire, les principales dispositions de l'arrêté soumis à l'approbation de Votre Majesté.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Vice-Premier ministre et Ministre de l'Economie,
des Consommateurs et de la Mer du Nord,
J. VANDE LANOTTE

Conseil d'Etat section de législation

Avis 53.101/4 du 17 avril 2013 sur un projet d'arrêté royal 'relatif aux messages d'alerte visant à maîtriser les coûts des services de communications électroniques'

Le 25 mars 2013, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'relatif aux messages d'alerte visant à maîtriser les coûts des services de communications électroniques'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 17 avril 2013. La chambre était composée de Pierre Liénardy, président de chambre, Jacques Jaumotte et Bernard Blero, conseillers d'Etat, Sébastien Van Drooghenbroeck et Jacques Englebert, assesseurs, et Colette Gigot, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne Vagman, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre Liénardy.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 17 avril 2013.

Naargelang de omstandigheden is het aangewezen dat de persoon die verantwoordelijk is voor de betaling van de factuur en/of de persoon die het eindtoestel gebruikt en dus verantwoordelijk is voor de overschrijding van de bovengrens hiervan op de hoogte worden gebracht.

Het alleen versturen van een waarschuwingsbericht naar het nummer waarop de overschrijding betrekking heeft, zou er toe leiden dat de persoon die verantwoordelijk is voor het verbruik, ingelicht wordt maar diegene die de factuur moet betalen niet. In dat geval wordt het gevaar van een « bill shock » uiteraard niet vermeden. Omgekeerd zou het verwittigen van de persoon die de factuur moet betalen, zonder een waarschuwing te versturen naar het betrokken nummer, problemen kunnen doen rijzen: het is immers denkbaar dat de gebruiker over goede redenen beschikt om de bovengrens te overschrijden.

De operatoren kiezen aan wie zij het waarschuwingsbericht bezorgen. Bij die keuze houden zij ten volle rekening met het doel van onderhavig besluit, namelijk dat de betreffende klanten de controle over hun kosten kunnen behouden.

Art. 6. Elke klant heeft het recht om aan de operator te vragen om de waarschuwingen niet langer te versturen en om zijn operator te vragen deze dienst gratis opnieuw te activeren. Elke klant heeft eveneens het recht om de bovengrens gratis te wijzigen. De operatoren voldoen onverwijld aan deze verzoeken. Het is hen niet toegestaan om daaraan voorwaarden of beperkingen te verbinden.

De operatoren zijn verplicht om minstens één maal per facturatieperiode aan de verzoeken tot stopzetting, heractivering en wijziging van de bovengrens te voldoen. Het staat hen vrij om hieraan vaker te voldoen.

De keuze van de werkwijze voor de toepassing van de systemen van activering, deactivering en verandering van bovengrens wordt overgelaten aan de operatoren, voor zover die werkwijze strookt met de hierboven vermelde vereisten en duidelijk begrijpelijk is voor de klant.

Art. 7. Na de publicatie van onderhavig besluit in het *Belgisch Staatsblad* beschikken de operatoren over ongeveer 6 maanden om hun systemen in overeenstemming te brengen met de vereisten van dit besluit. Dit moet volstaan, temeer daar de operatoren nog voor de publicatie van dit besluit betrokken waren bij het besluit van het BIPT inzake de vaststelling van de bovengrenzen en zij er dus van op de hoogte waren dat er snel werk gemaakt wordt van de uitvoering van artikel 112 van de WEC.

Dit zijn, Sire, de voornaamste bepalingen van het besluit dat aan Uwe Majesteit ter goedkeuring wordt voorgelegd.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Economie, Consumenten en Noordzee,
J. VANDE LANOTTE

Raad van State afdeling Wetgeving

Advies 53.101/4 van 17 april 2013 over een ontwerp van koninklijk besluit 'inzake waarschuwingsberichten om de kosten van elektronische communicatiediensten te beheersen'

Op 25 maart 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Economie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'inzake waarschuwingsberichten om de kosten van elektronische communicatiediensten te beheersen'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 17 april 2013. De kamer was samengesteld uit Pierre Liénardy, kamervoorzitter, Jacques Jaumotte en Bernard Blero, staatsraden, Sébastien Van Drooghenbroeck en Jacques Englebert, assessoren, en Colette Gigot, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne Vagman, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre Liénardy.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 17 april 2013.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Intitulé

L'intitulé de l'arrêté en projet doit, dans la version française, correspondre au texte en néerlandais.

Préambule

1. L'arrêté en projet trouve son fondement juridique dans le seul article 112 de la loi du 13 juin 2005 'relative aux communications électroniques', tel que rétabli par la loi du 10 juillet 2012.

Par conséquent, il convient de ne pas viser l'article 108 de la Constitution au préambule, dont l'alinéa 1^{er} sera omis.

Par ailleurs, l'alinéa 2, devenant l'alinéa 1^{er}, sera rédigé comme suit :

« Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 112, rétabli par la loi du 10 juillet 2012; ».

2. L'arrêté en projet n'est pas de ceux qui doivent obligatoirement être soumis à l'avis préalable de l'Inspecteur des Finances en vertu de l'article 14 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 'relatif au contrôle administratif et budgétaire'.

Par conséquent, l'avis de l'Inspecteur des Finances donné en l'espèce ne sera pas mentionné au préambule par le biais d'un visa. Il pourra toutefois l'être à travers un considérant.

Dispositif

Article 2

La version française du projet utilise soit l'expression « message d'avertissement » à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, soit dans l'ensemble du texte l'expression « message d'alerte » tandis que la version néerlandaise utilise partout l'expression « waarschuwingsbericht ».

L'auteur du projet veillera à utiliser une seule expression en français.

Article 3

Comme l'a confirmé le délégué du ministre, lorsque le client ne choisit pas un « plafond » et opte pour une offre « sans plafond », c'est le plafond « par défaut », tel que fixé dans la décision de l'I.B.P.T. du 20 novembre 2012 « concernant la liste de plafonds que les opérateurs doivent proposer à leurs clients, comme prévu à l'article 112 de la loi relative aux communications électroniques », qui trouvera à s'appliquer, de sorte qu'il existera toujours un « plafond ».

Tel qu'il est rédigé, l'article 3 du projet ne reflète pas clairement cette situation.

Il sera revu en conséquence, par exemple, en remplaçant les mots « en cas de dépassement du plafond » employés au paragraphe 1^{er}, par les mots « en cas de dépassement, selon le cas, du plafond choisi par le client ou du plafond par défaut figurant à la décision de l'Institut », et en remplaçant les mots « ne sera pas supérieur au plafond » employés au paragraphe 2, par les mots « ne sera pas supérieur, selon le cas, au plafond choisi par le client ou au plafond par défaut figurant à la décision de l'Institut ».

Article 4

De l'accord du délégué du ministre, afin de prendre en compte au mieux le système mis en place par l'article 2, §§ 1^{er} et 2, du projet, l'article 4 sera complété afin de viser non seulement le dépassement du « plafond » mais également celui du « forfait ».

Le greffier
C. Gigot

Le président
P. Liénardy

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Opschrift

Het ontworpen besluit moet voorzien worden van een Franstalig opschrift dat met het Nederlandstalig opschrift overeenstemt.

Aanhef

1. Voor het ontworpen besluit is alleen een rechtsgrond te vinden in artikel 112 van de wet van 13 juni 2005 'betreffende de elektronische communicatie', zoals het hersteld is bij de wet van 10 juli 2012.

Bijgevolg behoort in de aanhef niet verwezen te worden naar artikel 108 van de Grondwet, zodat het eerste lid van de aanhef dient te vervallen.

Het tweede lid, dat het eerste lid wordt, behoort bovendien als volgt te worden gesteld :

« Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 112, hersteld bij de wet van 10 juli 2012; ».

2. Het ontworpen besluit behoort niet tot de ontwerpen die krachtens artikel 14 van het koninklijk besluit van 16 november 1994 'betreffende de administratieve en begrotingscontrole' aan het voorafgaand advies van de Inspecteur van Financiën moeten worden voorgelegd.

Bijgevolg behoort het advies van de inspecteur van Financiën dat *in casu* gegeven is in de aanhef niet vermeld te worden in de vorm van een lid beginnend met de woorden « Gelet op ». Het kan evenwel worden vermeld in de vorm van een overweging.

Dispositief

Artikel 2

In de Franse tekst van het ontwerp wordt ofwel, in artikel 2, § 1, eerste lid, de uitdrukking « message d'avertissement » gebezigd ofwel, in de rest van de tekst, de uitdrukking « message d'alerte », terwijl overal in de Nederlandse tekst het woord « waarschuwingsbericht » wordt gebruikt.

De steller van het ontwerp dient ervoor te zorgen dat in de Franse tekst slechts één uitdrukking wordt gebezigd.

Artikel 3

Zoals de gemachtigde van de minister bevestigd heeft, geldt voor klanten die geen bovengrens kiezen en voor een aanbod zonder bovengrens opteren, de standaard bovengrens zoals bepaald in het besluit van het BIPT van 20 november 2012 « betreffende de lijst van bovengrenzen die de operatoren aan hun klanten moeten aanbieden zoals bepaald in artikel 112 van de wet betreffende de elektronische communicatie », zodat er altijd een « bovengrens » zal zijn.

Zoals artikel 3 van het ontwerp gesteld is, komt die toestand daarin niet duidelijk tot uiting.

Dat artikel behoort bijgevolg te worden herzien, bijvoorbeeld door in paragraaf 1 de woorden « indien de bovengrens wordt overschreden » te vervangen door de woorden « bij overschrijding, naar gelang van het geval, van de bovengrens gekozen door de klant of de standaard bovengrens vermeld in het besluit van het Instituut » en door in paragraaf 2 de woorden « niet hoger zal zijn dan de bovengrens » te vervangen door de woorden « niet hoger zal zijn dan, naar gelang van het geval, de bovengrens gekozen door de klant of de standaard bovengrens vermeld in het besluit van het Instituut ».

Artikel 4

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat, teneinde zo goed mogelijk rekening te houden met de regeling die bij artikel 2, §§ 1 en 2, van het ontwerp wordt ingevoerd, artikel 4 aldus aangevuld behoort te worden dat niet alleen verwezen wordt naar de overschrijding van de « bovengrens » maar ook naar de overschrijding van het « forfait ».

De griffier
C. Gigot

De voorzitter
P. Liénardy

9 JUILLET 2013. — Arrêté royal relatif aux messages d'alertes visant à maîtriser les coûts des services de communications électroniques

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 112 rétabli par la loi du 10 juillet 2012;

Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications du 21 mars 2013;

Vu l'avis 53.101/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 avril 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o « Décision de l'Institut » : décision du Conseil de l'IBPT du 20 novembre 2012 concernant la liste de plafonds que les opérateurs doivent proposer à leurs clients, comme prévu à l'article 112 de la loi relative aux communications électroniques;

2^o « Plafond » : les plafonds financiers tels que fixés dans la Décision de l'Institut.

Art. 2. § 1^{er}. Le premier message d'alerte que les opérateurs envoient à leurs clients lorsque le forfait mensuel est atteint, contient au moins l'information au client que son forfait mensuel a été dépassé.

§ 2. Le deuxième message d'alerte que les opérateurs envoient à leurs clients après dépassement du plafond contient au moins l'information au client que le plafond a été dépassé.

Les opérateurs peuvent notamment ajouter à ce message le montant du dépassement ainsi que les services qui relèvent ou non du plafond du forfait et qui sont repris dans la Décision de l'Institut.

§ 3. Les opérateurs envoient les messages d'alerte par SMS.

§ 4. Les opérateurs envoient les messages d'alerte par e-mail lorsque les clients concernés ne peuvent pas recevoir de SMS en cas de data mobiles via tablette ou clé USB.

Art. 3. § 1^{er}. Lorsque le client opte pour un plafond ou décide de souscrire à une offre sans déterminer de plafond, l'opérateur informe le client que le service ne sera pas arrêté en cas de dépassement, selon le cas, du plafond choisi par le client ou du plafond par défaut figurant à la décision de l'Institut.

§ 2. L'opérateur informe le client que lorsque ce dernier choisit un plafond ou souscrit à une offre sans plafond, l'opérateur n'est pas en mesure de surveiller la consommation en temps réel et qu'il n'y a pas de garantie que le montant qui lui sera facturé ne sera pas supérieur, selon le cas au plafond choisi par le client ou du plafond par défaut figurant à la décision de l'Institut, même s'il met fin à sa consommation après avoir reçu le message d'alerte.

Art. 4. L'opérateur envoie le message d'alerte le plus rapidement possible après avoir pu constater que le forfait mensuel ou le plafond avait été dépassé.

Art. 5. Lorsqu'un numéro de client est lié contractuellement à plusieurs cartes ou terminaux, l'opérateur envoie le message d'alerte :

- 1^o à la personne qui est responsable du paiement de la facture ou
- 2^o au numéro auquel se rapporte le dépassement du plafond ou
- 3^o aux deux destinataires mentionnés en 1^o et 2^o.

Art. 6. § 1^{er}. Le client peut demander à :

- 1^o ne plus recevoir de messages d'alerte;
- 2^o de nouveau recevoir des messages d'alerte après avoir demandé auparavant de ne plus fournir ces informations;
- 3^o modifier le plafond prédéfini.

9 JULI 2013. — Koninklijk besluit inzake waarschuwingsberichten om de kosten van elektronische-communicatiediensten te beheersen

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 112 hersteld bij de wet van 10 juli 2012;

Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie van 21 maart 2013;

Gelet op het advies 53.101/4 van de Raad van State, gegeven op 17 april 2013, met toepassing van artikel 84, §1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o « Besluit van het Instituut » : besluit van de Raad van het BIPT van 20 november 2012 betreffende de lijst van bovengrenzen die de operatoren aan hun klanten moeten aanbieden zoals bepaald in artikel 112 van de wet betreffende de elektronische communicatie;

2^o « Bovengrens » : de financiële plafonds zoals vastgesteld in het Besluit van het Instituut.

Art. 2. § 1. Het eerste waarschuwingsbericht dat de operatoren versturen naar hun klanten bij het bereiken van hun maandelijks forfait bevat minstens de informatie aan de klant dat zijn maandelijks forfait werd overschreden.

§ 2. Het tweede waarschuwingsbericht dat de operatoren versturen naar hun klanten na het overschrijden van de bovengrens, bevat minstens de informatie aan de klant dat zijn bovengrens werd overschreden.

De operatoren kunnen aan dit bericht onder meer het bedrag van de overschrijding en de diensten toevoegen die al dan niet binnen de bovengrens van het forfait vallen en die vermeld zijn in het Besluit van het Instituut.

§ 3. De operatoren verzenden de waarschuwingsberichten per sms.

§ 4. De operatoren verzenden de waarschuwingsberichten per e-mail wanneer de betreffende klanten bij mobiele data via tablet of USB-stick geen sms'en kunnen ontvangen.

Art. 3. § 1. Op het moment dat de klant een bovengrens kiest of beslist om in te tekenen op een aanbod zonder een bovengrens in te stellen, meldt de operator aan de klant dat de dienst niet zal worden stopgezet bij overschrijding, naar gelang het geval, van de bovengrens gekozen door de klant of de standaard bovengrens vermeld in het besluit van het Instituut.

§ 2. De operator verwittigt de klant bij de keuze van de bovengrens of bij het inschrijven op het aanbod zonder bovengrens dat de operator niet in staat is om het verbruik in realtime te monitoren en dat er geen garanties zijn dat het bedrag dat hem zal worden gefactureerd, niet hoger zal zijn dan, naar gelang het geval, de bovengrens gekozen door de klant of de standaard bovengrens vermeld in het besluit van het Instituut, ook al stopt hij met het verbruik na de ontvangst van het waarschuwingsbericht.

Art. 4. De operator verstuurt het waarschuwingsbericht zo snel mogelijk nadat hij heeft kunnen vaststellen dat het maandelijks forfait of de bovengrens werd overschreden.

Art. 5. Ingeval een klantnummer contractueel verbonden is met meerdere kaarten of eindtoestellen, verzendt de operator het waarschuwingsbericht aan:

- 1^o de persoon die verantwoordelijk is voor de betaling van de factuur of
- 2^o het nummer waarop de overschrijding van de bovengrens betrekking heeft of
- 3^o beide in 1^o en 2^o vermelde bestemmingen.

Art. 6. § 1. De klant kan vragen om :

- 1^o geen waarschuwingsberichten te ontvangen;
- 2^o opnieuw waarschuwingsberichten te ontvangen na eerder gevraagd te hebben om deze informatieverstrekking stop te zetten;
- 3^o de ingestelde bovengrens te wijzigen.

§ 2. Les opérateurs répondent gratuitement et le plus rapidement possible aux demandes visées au paragraphe 1^{er}. A l'exception de ce qui est indiqué au paragraphe 3, les opérateurs n'assortissent ces demandes et modifications d'aucune condition ou restriction.

§ 3. Les opérateurs répondent au moins une fois par période de facturation aux demandes visées au paragraphe 1^{er}.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit une période de six mois qui suit la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 8. Le ministre qui a les télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 juillet 2013.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie,
des Consommateurs et de la Mer du Nord,
J. VANDE LANOTTE

§ 2. De operatoren voldoen gratis en zo snel mogelijk aan de verzoeken vermeld in paragraaf 1. Behoudens hetgeen vermeld is in paragraaf 3 verbinden de operatoren aan deze verzoeken en wijzigingen geen voorwaarden of beperkingen.

§ 3. De operatoren voldoen minstens één maal per facturatieperiode aan de verzoeken vermeld in paragraaf 1.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand die volgt op een periode van zes maanden na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 8. De minister bevoegd voor telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 juli 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Economie, Consumenten en Noordzee,
J. VANDE LANOTTE

SERVICE PUBLIC FEDERAL DE PROGRAMMATION INTEGRATION SOCIALE, LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET ECONOMIE SOCIALE

[C – 2013/11353]

8 JUILLET 2013. — Arrêté royal visant l'octroi de subventions par l'Agence fédérale pour l'Accueil des Demandeurs d'Asile dans le cadre du projet « Réinstallation des réfugiés »

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers, notamment les articles 54 à 61 relatifs à l'Agence fédérale pour l'Accueil des Demandeurs d'Asile;

Vu la décision 281/2012/EU du 29 mars 2012 : amendement N° 573/2007/EC du Parlement européen et le Conseil;

Vu les lois coordonnées du 22 mai 2003 sur la comptabilité de l'Etat, et plus particulièrement les articles 121 à 124;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;

Vu la loi du 4 mars 2013 contenant le budget général des dépenses pour 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 mai 2013;

Sur la proposition de la Ministre de la Justice et de la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la lutte contre la pauvreté,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'Agence fédérale pour l'Accueil des Demandeurs d'Asile octroie pour 2013 les subventions suivantes à l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) pour l'exécution du projet « Réintégration des réfugiés ».

Bénéficiaire	Montant subside	Begunstigde	Bedrag subside
OIM	€ 120.000,00	IOM	€ 120.000,00

Art. 2. Les dépenses sont imputables au budget 2013 de l'Agence fédérale pour l'Accueil des Demandeurs d'Asile à l'article budgétaire 590-02 « Remboursement EUR pour partenaires ».

Art. 3. Une convention conclue entre l'Agence fédérale pour l'Accueil des Demandeurs d'Asile et chaque bénéficiaire règle les modalités et la manière dont l'utilisation, le suivi, le contrôle, les rapports et l'évaluation de la subvention sont justifiés.

PROGRAMMATORISCHE FEDERALE OVERHEIDSDIENST MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE, ARMOEDEBESTRIJDING EN SOCIALE ECONOMIE

[C – 2013/11353]

8 JULI 2013. — Koninklijk besluit tot toekenning van subsidies door het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers in het kader van het project « Hervestiging van vluchtelingen »

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang voor asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen, in het bijzonder de artikels 54 tot 61 met betrekking tot het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers;

Gelet op de beslissing 281/2012/EU van 29 maart 2012 : amendement Nr 573/2007/EC van het Europees Parlement en de Raad;

Gelet op de gecoördineerde wetten van 22 mei 2003 op de Rijkscomptabiliteit, inzonderheid de artikelen 121 tot 124;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op de wet van 4 maart 2013 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2013;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 mei 2013;

Op voordracht van de Minister van Justitie en de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers kent voor 2013 de volgende subsidie toe aan de Internationale Organisatie voor Migratie (IOM) ter uitvoering van het project « Hervestiging van vluchtelingen ».

Art. 2. De uitgaven zijn aanrekenbaar op de 2013 begroting van het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers op begrotingsartikel 590-02 « Terugbetaling EUR voor partners ».

Art. 3. Een overeenkomst afgesloten tussen het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers en elke begunstigde bepaalt de modaliteiten en de wijze waarop het gebruik, de monitoring, de controle, de rapportering en de evaluatie van de subsidie wordt verantwoord.